

Le Premier ministre Sghair Ould M'Bareck

L'OBLIGATION DE RESULTAT



Nommé le 6 juillet 2003 dans le sillage des événements des 8 et 9 juin 2003, le Premier ministre Sghair Ould M'Bareck s'est retrouvé au devant de la scène à un moment crucial de l'histoire de la Mauritanie. Pour la première fois des combats de rue mettant en jeu les blindés avaient eu lieu. Au-delà du symbole sur lequel on avait braqué les projecteurs à savoir ses origines, la nomination de ce Hartani répondait à plusieurs impératifs.

D'abord après les contrecoups subis par le pouvoir avec le 8 juin, le Président Ould Taya a voulu vraisemblablement composer avec une personnalité nouvelle sans rapport avec l'entourage classique.

La disgrâce conjoncturelle peut être de personnalités qui appartenaient au cercle très restreint du sérail à l'instar de Cheikh El Avia Ould Mohamed Khouna, le Docteur Louleid Ould Wedad, Mohamed Lemine Ould Guig et Sidi Mohamed Ould Boubacar, confirmait cette hypothèse. Le chef de l'Etat a voulu amorcer un tournant et rassurer les populations en opérant un changement dans la continuité à la tête du gouvernement. Cela avait l'avantage de donner des signaux clairs à ceux qui aspiraient au changement. Le choix de Sghair Ould M'Bareck a cependant une portée beaucoup plus profonde que les raisons avancées jusque-là.

Le Premier ministre Sghair Ould M'Bareck

L'OBLIGATION DE RESULTAT

En effet, les élections présidentielles se profilait à l'horizon et il fallait barrer la route à une autre personnalité de l'opposition radicale en l'occurrence Messaoud Ould Boulkheir dont la candidature était plus que probable. Me Sghair Ould M'Bareck à la tête du gouvernement ne pouvait qu'avoir un effet sur l'électorat de Messaoud Ould Boulkheir. Ce que les résultats des élections ont confirmé par la suite. La victoire avec brio du président Ould Taya est largement due au vote de cet électorat qui a massivement voté pour lui à Nouakchott et à l'intérieur du pays. C'est pourquoi Sghair Ould M'Bareck a été reconduit et une représentativité plus importante a été donnée aux Haratines dans ce gouvernement pour les récompenser de leur soutien massif envers le chef de l'Etat.

Seulement la confiance se mérite, le Premier ministre doit travailler et appliquer la politique et les promesses faites par le président de la République. Durant la campagne, des thèmes soulevés par l'opposition et même des militants des partis de la majorité présidentielle

comme la corruption, la déliquescence de l'administration et le détournement des deniers publics avaient sonné comme des reproches faits au gouvernement. C'est pourquoi, des promesses électorales ont été faites par le président visant à assainir la gestion du pays. C'est à cette tâche que devait s'atteler Sghair Ould M'Bareck. Dans ce cadre, le Premier ministre s'était investi dans cette optique et avait débuté une campagne de sensibilisation sur le redressement de l'administration. La visite qu'il avait rendue au ministère de la Santé avait dévoilé une grande détermination. Le langage ferme dénonçant sans ambages les maux de l'administration avait suscité un grand espoir au sein d'une importante frange de la population écœurée par la gabegie et le laisser-aller. Mais ce langage n'a pas dû être apprécié par les membres de son camp, qui lui ont indiqué que ce langage appartient à l'opposition. Car la deuxième visite effectuée au ministère du Développement Rural et de l'Environnement a été marquée par un discours moins virulent où la critique appa-

rait moins aiguë et le ton plus mesuré. D'ailleurs, les visites ont été arrêtées. Me Sghair a-t-il vu que la tâche n'est guère aisée ?

Depuis lors, le Premier ministre semble avoir connu les véritables limites de ses prérogatives et surtout qu'il ne faut pas brusquer les choses. Les gens préfèrent rester sur leurs privilèges ou du moins dédaignent les changements. Donc il est beaucoup plus confortable d'expédier les affaires sans risquer de susciter des oppositions dans son propre camp en prenant le risque de mettre tout le monde contre son dos. Depuis lors c'est le Wait en see. Avec la flambée des prix, le glissement de la Monnaie, l'absence de changement dans le comportement de l'administration, l'opinion commence à exiger plus de résultats de la part du gouvernement du 12 novembre 2003.

D'ailleurs, depuis le dernier conseil national du parti au pouvoir (PRDS) le Prds est monté au créneau. Pourtant, on disait que c'en était fini avec le PRDS auquel les mouvements de soutien au président Ould Taya avaient ravi la vedette. Au

contraire, il s'est avéré que le président non seulement avait toujours confiance en son parti mais il l'a choisi comme courroie de transmission et d'exécution de l'une de ses options politiques fondamentales : la grande campagne d'alphabétisation qui constitue le pro-

jet politique et social majeur du gouvernement. Seulement, avec les lourdeurs au niveau du Prds et les pesanteurs au niveau du département gouvernemental en charge de la lutte contre l'Analphabétisme on doit se demander si cette option fondamentale pourra se traduire avec l'efficacité requise.

Une efficacité souhaitée et qui prend de plus en plus, la forme d'obligation de résultats.

BÂ YOUSSEF